



Assemblée générale

Distr. limitée
9 mai 2018
Français
Original : anglais

Comité de l'information

Quarantième session

1-11 mai 2018

Point 10 de l'ordre du jour

**Examen et adoption du rapport que le Comité présentera
à l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session**

Projet de rapport

Rapporteur : Hajime Kishimori (Japon)

Chapitre III Débat général

1. Les représentants des pays suivants ont fait une déclaration au cours du débat général : Égypte (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), El Salvador (au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Paraguay (au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies), Fédération de Russie, Népal, Maroc, Algérie, Argentine, Chine, Ukraine, Sénégal, République bolivarienne du Venezuela, Thaïlande, Azerbaïdjan, République de Corée, États-Unis d'Amérique, Portugal, Chili, Japon, Cuba, Pakistan, Costa Rica, Bangladesh, Israël, Brésil (au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Arménie, Inde, République islamique d'Iran, Jamaïque, Paraguay, Libéria et Afrique du Sud. Le Comité a également entendu les déclarations des observateurs suivants : Union européenne, État de Palestine et Organisation internationale de la Francophonie.

2. Avant le débat général, le Président du Comité, Jan Kickert (Autriche), a fait une déclaration. Il a fait remarquer que le paysage médiatique évoluait plus vite que jamais et que la simple communication d'informations était remplacée par des formes complexes d'échanges multidimensionnels. Être informé ne suffisait plus : chacun voulait participer individuellement, donner et recevoir des avis, proposer, débattre et décider, et contribuer immédiatement à façonner le monde en échangeant des idées. La Secrétaire générale adjointe à la communication, Alison Smale, a aussi prononcé un discours et répondu aux commentaires et questions des États Membres.

3. Les débats sur les questions de fond dont le Comité était saisi ont porté sur les politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information eu égard à la dimension nationale et internationale des communications et au paysage médiatique mondial. Parmi les sujets récurrents figuraient les campagnes de communication menées par le Département de l'information ; le multilinguisme et



l'utilisation des langues officielles et locales ; la diffusion sur le Web et la couverture des réunions ; l'utilisation des médias traditionnels et nouveaux ; la pertinence des Centres d'information des Nations Unies ; l'importance des jeunes en tant que public cible ; et la réforme du Département.

4. Plusieurs intervenants, y compris ceux qui représentaient des grands groupes, ont salué les campagnes de communication menées par le Département sur les objectifs de développement durable, les droits de l'homme, la nécessité d'agir en faveur du climat, l'élimination des violences faites aux femmes et la liberté de la presse, pour ne citer que celles-ci. De nombreux intervenants ont fait grand cas de leurs relations de coopération fructueuses avec le Département lors de ces campagnes. Un représentant a demandé au Département de continuer de mettre l'accent sur les besoins de l'Afrique. D'autres ont insisté sur le rôle joué par le Département dans la diffusion d'informations objectives et crédibles sur des enjeux mondiaux tels que l'élimination de la pauvreté, les changements climatiques, les droits de l'homme et le désarmement, entre autres.

5. La question du multilinguisme continuait de constituer une priorité pour de nombreuses délégations. Plusieurs intervenants, y compris ceux qui représentaient des grands groupes, ont souligné que le multilinguisme était important pour l'information efficace du public sur les activités des Nations Unies et l'obtention de son soutien, et demandé la parité dans l'utilisation des langues officielles lors de la création et de la diffusion de contenus. Plusieurs intervenants, y compris ceux qui s'exprimaient au nom de grands groupes, ont souligné l'importance de l'espagnol, qui se classe au deuxième rang mondial pour le nombre de locuteurs et au deuxième rang également si on se réfère aux langues utilisées sur les sites Web de l'Organisation et d'autres supports. Ils ont ajouté que, vu que les peuples hispanophones s'intéressaient manifestement à l'action de l'ONU, le Département devait agir en conséquence, y compris pour ce qui concernait les recrutements. De nombreux représentants ont félicité le Département d'avoir élaboré des contenus dans toutes les langues officielles, ainsi qu'en swahili, en portugais et en d'autres langues locales. Plusieurs intervenants ont fait observer qu'une meilleure intégration du multilinguisme aux activités d'information et de communication de l'ONU améliorerait l'efficacité de l'Organisation, l'application du principe de responsabilité et la transparence. Les informations publiées sur les sites Internet et les médias sociaux dans toutes les langues officielles devraient être comparables en qualité et en quantité. D'autres délégations ont souligné qu'il fallait atteindre les objectifs de multilinguisme sans incidence sur les coûts, en utilisant les ressources existantes. Plusieurs intervenants, y compris ceux qui représentaient des grands groupes, ont continué de s'inquiéter des disparités dans la publication d'informations dans les langues officielles.

6. De nombreuses délégations ont indiqué que les émissions diffusées sur le Web devaient être disponibles dans toutes les langues officielles une fois archivées. D'autres se sont montrés très préoccupés par le fait que les communiqués de presse n'étaient pas disponibles dans toutes les langues officielles. Dans ce contexte, d'autres intervenants ont cité les dangers que constituaient la désinformation et les fausses informations, et fait observer que la diffusion des contenus originaux de l'Organisation ne devrait pas avoir de limites et que le Département devrait continuer de lutter contre la désinformation. Un représentant a constaté que les nouveaux sites Internet du Département constituaient désormais des sources d'informations conviviales, modernes et centrées sur le public. Plusieurs représentants ont confirmé que l'application mobile « UN News » était utile.

7. Plusieurs intervenants, y compris ceux qui s'exprimaient au nom de grands groupes, ont souligné qu'il était important de continuer d'utiliser les médias traditionnels tels que la télévision, la radio et la presse écrite afin de toucher un large

public, dont les personnes dépourvues d'accès à Internet, et se sont inquiétés de l'aggravation de la fracture numérique entre pays développés et pays en développement. Plusieurs intervenants ont noté que les nouveaux médias permettaient d'élargir le rayonnement de l'Organisation, mais que les médias traditionnels – la radio en particulier – demeuraient efficaces et devaient être conservés afin de toucher un public le plus large possible ; ils ont demandé que le Département utilise ces différents outils de façon équilibrée.

8. Nombre d'intervenants, y compris ceux qui représentaient de grands groupes, ont salué le rôle fondamental que jouaient les Centres d'information dans la mobilisation du soutien aux activités des Nations Unies partout dans le monde en faisant participer les publics locaux, y compris par l'utilisation de langues officielles et locales. Toute rationalisation des Centres d'information devrait être menée au cas par cas, et plusieurs représentants ont préconisé le renforcement du soutien qui leur était apporté.

9. L'importance de la diffusion des objectifs et idéaux des Nations Unies auprès des jeunes a été soulignée par plusieurs intervenants, y compris par ceux qui représentaient des grands groupes.

10. Nombre d'intervenants, y compris ceux qui représentaient des grands groupes, se sont dit favorables au changement de nom du Département en « Département de la Communication », ainsi qu'à sa réforme, mais ont aussi déclaré que celle-ci devait tenir compte des priorités définies par le Comité de l'information, dont le multilinguisme, et prévoir des consultations avec les États Membres. Une des délégations a souligné que la réforme ne devait pas entraîner l'élimination des outils de communication qui s'étaient avérés efficaces. Une autre a souligné que la réforme ne devait pas avoir d'effet sur les coûts.

11. Alors que plusieurs délégations avaient fait part du soutien qu'elles apportaient au Programme d'information spécial sur la question de Palestine, d'autres ont déclaré que le Programme présentait la situation dans la région de façon partielle et fallacieuse. Plusieurs intervenants, y compris ceux qui représentaient de grands groupes, ont aussi félicité le Département pour son programme de formation destiné aux journalistes palestiniens.

12. Plusieurs intervenants ont souligné que les communications devaient toujours respecter les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Une délégation a souligné que les activités et la communication de l'Organisation des Nations Unies devaient aller de pair, de façon à ce que les mots et les actes soient complémentaires.

13. Un représentant d'un grand groupe a reconnu l'importance des alliances stratégiques avec la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé aux fins de l'amplification du message des Nations Unies. Plusieurs représentants ont salué le travail accompli par l'initiative Impact universitaire afin de faire participer les milieux universitaires et de la recherche du monde entier au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de promouvoir la citoyenneté mondiale, les droits de l'homme et la tolérance afin de lutter contre l'extrémisme violent. D'autres représentants ont fait part de leur soutien au Programme de communication sur l'Holocauste et les Nations Unies et au programme éducatif « En mémoire de l'esclavage ». Une des délégations a salué en particulier le travail mené par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld.

14. Répondant à des commentaires et questions des États Membres, la Secrétaire générale adjointe a déclaré que les efforts faits pour modifier la façon dont le Département s'acquitte de sa mission étaient fondés sur la nécessité de rendre compte

des activités de l'Organisation de façon plus vivante, par un discours plus convaincant. Elle a assuré que si la réforme devait faire intervenir des produits ou services particuliers ou supposer un ajustement des dépenses, le Département en rendrait compte à l'Assemblée générale par l'intermédiaire des organismes compétents. Elle a également fait part de son intention de continuer de présenter des exposés informels au Comité. La Secrétaire générale adjointe a souligné que le Département devait fournir des informations exactes, impartiales, exhaustives, équilibrées, à jour et pertinentes, dans plusieurs langues. Elle a fait remarquer que dans le projet de budget pour l'exercice biennal 2018-2019, des ressources additionnelles de 4,2 millions de dollars avaient été demandées pour permettre au Département de répondre à certaines demandes liées au multilinguisme, mais que ces ressources n'avaient pas été approuvées et que le Département avait dû faire face à des coupes budgétaires supplémentaires. Elle a cependant affirmé que le Département continuerait d'œuvrer en faveur du multilinguisme en utilisant les talents de ses effectifs et en tirant parti des possibilités offertes par la technologie et les partenariats avec les écoles de langues et les universités. Dans différents départements du Secrétariat où les auteurs des sites sont responsables de leurs contenus, l'aide apportée par le Département avait permis à des sites d'atteindre un certain niveau de multilinguisme là où cela était possible, dans la limite des ressources existantes. En revanche, les 158 sites relevant directement du Département, ainsi que ceux du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et de leurs principales commissions, étaient maintenus dans les six langues officielles. Eu égard à l'importance des réseaux sociaux, qui constituent un nouveau moyen de communication, le Département avait créé des équipes de médias sociaux dans chacune des langues officielles, ainsi qu'en swahili et en portugais, mais il demeurait pleinement attaché à la production de contenus audio, vidéo et imprimés afin de toucher des publics dont les capacités et les âges étaient très variés. La Secrétaire générale adjointe a aussi annoncé qu'à partir de 2019, le Département travaillerait sur un calendrier allant de juillet à décembre pour ses rapports au Comité de l'information, et de janvier à juin pour ses rapports à la Quatrième Commission, afin de rendre compte de ses activités de façon cohérente et complète.
